

L'énergie: un problème international

par Ulf Lantzke

Depuis la fin de la dernière guerre, les perspectives économiques mondiales ont rarement été aussi incertaines. Si les pays industriels ont réussi à surmonter la récession récente, ils doivent encore faire face à de délicats problèmes économiques dont les dimensions dépassent l'ampleur normale des fluctuations conjoncturelles de la période d'après-guerre.

Ces problèmes résultent sans doute d'un ensemble complexe de causes diverses, mais il importe de reconnaître le rôle à la fois réel et psychologique que joue l'énergie dans le climat actuel d'incertitude économique. Elle joue un rôle réel car la situation en matière énergétique exerce une influence directe sur certains de ces problèmes. On peut à cet égard citer l'inflation provoquée par le relèvement des prix de l'énergie, ou l'importance de la part de l'énergie dans les déficits commerciaux. Mais c'est aussi un facteur psychologique, car l'insécurité en matière énergétique a pour effet de saper la confiance dans les plans d'expansion économique et d'assombrir les espérances que les investisseurs comme les consommateurs peuvent entretenir quant aux perspectives économiques générales.

D'autre part, nous ne pouvons pas traiter d'énergie sans tenir compte d'autres facteurs car le problème de l'énergie est à l'origine de difficultés économiques et même politiques beaucoup plus vastes et nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer délibérément le contexte général.

Menace pour l'avenir

Ces derniers temps, un certain nombre de commentateurs ont fait des déclarations assez optimistes quant à la situation de l'énergie dans un avenir proche en se fondant surtout sur le fait qu'il existe à l'heure actuelle un excédent sur le marché mondial du pétrole.

Il ne m'est cependant pas possible de partager leur avis et de penser que le problème de l'énergie sera résolu du seul fait de cet excédent. En premier lieu, nous ne devons pas oublier que la réduction de la demande dans le secteur pétrolier n'a été obtenue qu'au prix d'un recul de la croissance économique. En second lieu, nous devons reconnaître que les sources nouvelles sur lesquelles nous pouvons compter pour l'avenir sont relativement négligeables si l'on se réfère à l'accroissement annuel de la demande de pétrole, étant entendu que nous pouvons par ailleurs nous féliciter d'avoir, grâce aux investissements antérieurs dans la Mer du Nord et en Alaska, pu bénéficier d'un répit supplémentaire pour nos approvisionnements.

En troisième lieu, les pays industriels restent toujours très vulnérables en face des décisions que peut prendre l'OPEP en matière d'approvisionnement et de prix. En quatrième lieu, on peut craindre que l'excédent temporaire enregistré actuellement sur le marché du pétrole n'amène l'opinion à croire que le problème de l'énergie n'existe pas, affaiblissant ainsi le soutien qu'appellent du point de vue politique les mesures gouvernementales vigoureuses qui s'imposent dans le domaine de l'énergie.

En effet si, comme le souligne l'analyse de nombreux experts, les démocraties industrielles ne renforcent pas leur politique énergétique, il est certain que la demande de pétrole augmentera au point d'atteindre le niveau des approvisionnements disponibles, peut-être dès le milieu des années 80, de sorte que les marchés mondiaux de l'énergie connaîtraient des conditions critiques entraînant de graves conséquences économiques et politiques pour l'ensemble des nations. Il faut toutefois bien préciser que, si ces menaces sont très réelles, la crise n'est pas inévitable. Il est possible de l'écartier à condition d'agir dès aujourd'hui, à un moment où la situation énergétique générale relativement calme nous permet de mettre en place les mesures nécessaires dont les délais de mise en œuvre sont longs.

Le coût de l'inaction

Si nous ne renforçons pas suffisamment nos politiques énergétiques, l'écart entre la demande potentielle et l'offre disponible se refermera sans que nous n'y puissions rien. A court terme, les incertitudes qui planent sur l'énergie ne pourraient que continuer à miner les efforts visant à assurer un redressement économique non inflationniste. De fait, il est frappant, à l'heure actuelle, de constater combien d'entreprises voient dans les aléas de la conjoncture énergétique un élément

Docteur en droit de l'Université de Münster en République fédérale d'Allemagne, M. Ulf Lantzke a été affecté au ministère des Affaires économiques de son pays à Bonn. En 1973, il devenait conseiller spécial du secrétaire général de l'OCDE pour les questions d'énergie et en 1974 directeur de la nouvelle Agence internationale de l'énergie de l'OCDE. Cet article reprend les thèmes d'une communication prononcée lors d'une conférence de l'Institut canadien des affaires internationales à Toronto en juin dernier. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.